

La France peut-elle renouer avec la croissance ?

Le Monde.fr, 15 septembre 2005

L'intégralité du débat avec Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE, mercredi 14 septembre 2005.

1er chat en partenariat avec l'OFCE

Jonathan_Hild : Dominique de Villepin a annoncé il y a deux semaines une batterie de mesures visant à relancer selon lui la croissance. Pensez-vous que son plan peut être efficace ?

Jean-Paul Fitoussi : Question difficile, car je n'ai pas tous les détails de son plan. Pour ce qui concerne la réforme fiscale, comme la réforme du système de cotisations sociales, elle me semble aller dans le bon sens, qui est celui d'une plus grande équité. Par ce biais-là, évidemment, elle contribuera à distribuer - mais pas tout de suite, car elle n'entrera en vigueur qu'en 2007 - du pouvoir d'achat aux catégories les moins favorisées et aux classes moyennes. Je dénonce depuis à peu près quinze ans ce que j'appelle les deux défauts majeurs du système français de prélèvements obligatoires. Le premier défaut majeur est que l'impôt sur le revenu est trop vite progressif, avec pour effet d'exclure les classes moyennes de la possibilité d'accéder à la catégorie supérieure. De sorte que cela crée un peu une barrière de protection autour des catégories les plus riches de la population. Le deuxième défaut majeur est que le système de contributions sociales est, lui, insuffisamment progressif, avec pour effet de faire payer plein pot aux catégories les moins qualifiées qui accèdent au marché du travail. La suppression de 7 à 4 tranches a pour effet de réduire la progressivité de l'impôt sur le revenu pour les catégories moyennes, alors que l'abondement de la prime pour l'emploi et des divers dispositifs qui contribuent à augmenter le revenu des salariés qui retrouvent un emploi est un moyen de rendre progressif le système de contributions sociales. Donc voilà un dispositif qui favorise simultanément les catégories les plus défavorisées de la population et les classes moyennes. Ce n'est pas mal pour une réforme fiscale et sociale...

"PASSIVITÉ DES POLITIQUES DE CROISSANCE EN EUROPE"

Jose_Mourinho : La croissance, c'est un enjeu franco-français ou plutôt européen, même mondial ?

Jean-Paul Fitoussi : La croissance n'est pas un enjeu mondial, pour la seule raison que le monde a un taux de croissance tout à fait satisfaisant. C'est un enjeu européen, car depuis quinze ans au moins, l'Europe, et particulièrement la zone euro, se trouvent dans une situation de croissance molle. C'est-à-dire d'absence de dynamique économique susceptible de créer des emplois et de la richesse. C'est une situation très préoccupante dans la mesure où elle provient au moins en partie - et pour moi en grande partie - de ce qu'il n'y ait pas de responsable de la croissance à l'échelle européenne. Pour dire les choses simplement, il n'y a pas de gouvernement européen. Donc c'est un problème qui apparaît comme grave puisqu'il est conséquence même du dessin actuel des institutions européennes. La question est : comment faire pour retrouver la croissance ? Les pays européens n'ont plus les moyens d'une politique de croissance, puisqu'ils n'ont plus de monnaie nationale et puisqu'ils n'ont plus d'économie budgétaire. Cela ne poserait pas problème s'il y avait un échelon fédéral doté de ces moyens. Or ce n'est pas le cas : l'absence de souveraineté nationale dans le cadre de la zone euro n'est pas compensée à l'échelle fédérale. Cela a pour conséquence une très grande passivité des politiques de croissance en Europe et lorsqu'on ne cherche pas la croissance, tout simplement on ne la trouve pas.

JB : L'euro (avec la Banque centrale européenne) nuit-il à la croissance ?

Jean-Paul Fitoussi : L'euro est une monnaie. Une monnaie en soi n'a pas de qualité. La qualité d'une monnaie vient de son utilisation par la politique monétaire pour rechercher la croissance et la stabilité des prix. Or pour l'instant, peut-être parce que la Banque centrale européenne est une institution encore dans l'enfance, elle ne s'est apparemment pas préoccupée de croissance. Comme de surcroît il s'agit d'une institution non politique, elle n'a pas réellement la légitimité pour le faire. L'euro, ça peut être la meilleure chose pour l'économie européenne s'il est utilisé à des fins de progrès économique et social. Mais non s'il est utilisé à des fins orthodoxes de stabilisation des prix.

Becker : La parité euro-dollars peut-elle être un frein à la croissance ?

Jean-Paul Fitoussi : Bien sûr que oui. Elle peut l'être et elle l'a été. Cela fait précisément partie de la politique monétaire. La politique monétaire et la politique de change ont pour conséquence que la "force" de l'euro a rendu, dans les trois dernières années, un très mauvais service à l'économie européenne dans la mesure où elle a contribué à réduire la compétitivité de l'économie européenne, et donc à empêcher celle-ci de profiter de la croissance mondiale. On voit bien que tout est lié, parce que nous nous situons dans une zone où il n'existe pas de politique interne de croissance, en l'absence de l'échelon fédéral. Si, en plus, on s'arrange pour que cette zone ne bénéficie pas du moteur externe de la croissance et de la très bonne activité économique qui règne dans les autres

régions du monde, alors on ne peut qu'être perplexe quant à l'avenir de la croissance dans la zone euro.

Timeas : Quel est l'impact de la hausse du prix du pétrole sur la croissance ? Est-ce un vrai problème et comment le surmonter ?

Jean-Paul Fitoussi : Question complexe. La hausse du prix du pétrole est un vrai problème pour des économies consommatrices de pétrole et s'analyse comme un prélèvement externe sur les ressources des pays non producteurs de pétrole. Cela réduit le pouvoir d'achat dans ces pays. On évalue à 0,3 % de croissance perdue par augmentation de 10 dollars du baril de pétrole. La même augmentation ayant aussi pour conséquence une augmentation des prix d'un demi-pourcent. C'est donc un vrai problème, mais il faut bien voir la spécificité du "choc pétrolier" (qui s'est étalé sur trois ans) en ce qu'il n'a pas - et cela dans aucun pays du monde - eu de conséquences inflationnistes. Le premier choc pétrolier avait eu pour conséquence une augmentation à deux chiffres du taux d'inflation partout dans le monde. Là, la zone euro est caractérisée par un taux d'inflation de 2 %. Alors pourquoi n'y a-t-il pas eu de transmission du choc pétrolier aux prix dans les pays européens ? Essentiellement en raison de l'état du marché du travail, qui est déprimé : chômage de masse, qui fait que les augmentations de prix ne sont pas transmises aux salaires. On pourrait se demander pourquoi ce choc pétrolier n'a pas eu de conséquences inflationnistes aux Etats-Unis, alors qu'il y règne le plein emploi. La raison en est une forte augmentation de la productivité due à la relocalisation géographique des activités, externalisations et délocalisations qui ont été possibles aux Etats-Unis parce que les Américains n'y ont pas opposé une forte résistance, parce qu'ils se trouvaient en situation de plein emploi. Concrètement, lorsque des entreprises américaines font fabriquer certains de leurs produits intermédiaires en Inde, cela conduit à une baisse de prix qui fait plus que compenser l'augmentation du prix du pétrole et qui n'est pas préjudiciable aux Etats-Unis, dans la mesure où le pays se trouve en situation de plein emploi.

"LONGUE STAGNATION DES SALAIRES"

Babybarn : On critique régulièrement les charges pesant sur les entreprises. Qu'en est-il exactement et comment se situe la France par rapport aux autres pays européens et aux Etats-Unis ?

Jean-Paul Fitoussi : D'abord, les charges ne sont pas nécessairement payées par les entreprises. Les charges sociales, notamment, ont pour conséquence le fait que les salariés ont une rémunération nette inférieure à celle des salariés des pays dont le système de protection sociale est moins généreux. Ce que je vous dis là, c'est que pour l'essentiel, les charges sociales sont payées par les salariés. Une preuve, s'il en était besoin, est que les profits des entreprises sont très élevés en France et que la part du revenu national qui va aux salaires baisse depuis vingt ans. Quand je dis cela, cela est équivalent à dire que la part qui va aux profits augmente depuis vingt ans. De ce point de vue-là, la France n'est pas du tout en situation défavorable par rapport aux autres pays développés. Il faut ajouter peut-être qu'il est normal que les charges sociales pèsent essentiellement sur les salaires, puisqu'en réalité, elles constituent un salaire différé, c'est-à-dire la retraite, l'assurance-maladie, l'indemnisation du chômage, etc. Le coût du travail en France stagne en France depuis presque deux décennies. Il n'est donc sûrement pas un frein à la compétitivité, et la longue stagnation des salaires serait plutôt un frein à la croissance.

Pour faire mieux comprendre ce point, imaginons qu'il n'y ait pas de système de retraites en France. Il est clair que les salariés demanderaient alors aux entreprises un salaire plus élevé pour pouvoir prendre une assurance privée. Donc c'est une illusion de ne considérer que la partie charges. Il faut considérer la totalité : charges + rémunération nette du travail. Et de ce point de vue-là, la France est dans une situation de modération salariale depuis vingt-cinq ans.

Babybarn : Pensez-vous que les 35 heures aient pesé négativement sur la croissance (gel des salaires, baisse – en pondération – de la productivité horaire) ?

Jean-Paul Fitoussi : Il n'y a pas eu baisse de la productivité horaire, au contraire, il y a eu augmentation. Mais il y a eu ralentissement de la productivité par personne. Cela a-t-il pesé sur la croissance ? C'est très difficile à dire dans la mesure où la période d'introduction des 35 heures a correspondu à l'une des périodes de croissance les plus fortes de l'économie française, la fin des années 1990. La question est de savoir si les 35 heures affectent les potentialités de croissance à long terme. C'est probable, mais on n'y est pas encore, dans la mesure où ce qui caractérise le marché du travail en France est encore une situation de chômage de masse. En d'autres termes, on ne peut pas dire que la réduction volontaire de la durée du travail par le gouvernement ait compensé la réduction involontaire du travail du fait du chômage.

UN MODÈLE "EN TRANSITION"

Arnito : Pensez-vous que nous (Français) devrions renoncer au modèle d'Etat-providence que nous avons depuis 60 ans, afin que la croissance soit plus forte et le chômage plus faible ?

Jean-Paul Fitoussi : Lorsqu'on me parle de "modèle", je sors mon revolver ! Pourquoi ? Parce que le modèle dans lequel nous sommes aujourd'hui n'a pas grand-chose à voir avec celui qui caractérisait les années 1970. Le modèle des années 1970, qui avait été dessiné à la fin de la seconde guerre mondiale, était un modèle qui avait été conçu pour le salarié moyen et pour une situation de plein emploi. Aujourd'hui, ce modèle a été révisé de façon assez considérable. Deux illustrations : la première est que le traitement social du chômage devient un élément important du modèle – cela date du milieu des années 1980. Deuxièmement, on a créé le revenu minimum d'insertion. Troisièmement, on a abaissé les contributions des bas revenus aux cotisations sociales et on a créé la prime pour l'emploi. Ce qui fait que d'un modèle conçu pour le salarié moyen, on est passé à un modèle conçu pour alléger les difficultés des salariés les plus fragiles. Nous sommes donc dans un système en transition. C'est pourquoi la notion de modèle ne me semble pas s'appliquer. Cela est normal. S'il est une contrainte sur les systèmes sociaux, c'est qu'il s'adapte aux difficultés courantes de la société qui aujourd'hui ne sont pas du tout les mêmes que celles qui caractérisaient les années 1970. Parce qu'il n'y a pas de modèle, il vaut mieux ne pas s'enfermer dans des discours rhétoriques entre les "pour" et les "contre". Sauf si, par là, on veut dire que l'avenir pour la France est de renoncer à la solidarité entre les habitants du pays.

Timeas : Selon vous existe-t-il un "modèle" britannique afin de concilier politique sociale et croissance économique, et si oui, est-il souhaitable que ce modèle soit appliqué en France ?

Jean-Paul Fitoussi : Ce qui s'est passé en Grande-Bretagne est que sous l'effet des réformes de Mme Thatcher, le degré de solidarité entre les habitants du pays a été réduit de façon assez considérable. Depuis le changement porté par les travaillistes, la politique économique et sociale en Angleterre consiste, d'une part, à rehausser ce degré de solidarité, notamment en améliorant les services publics – quitte à en renationaliser certains –, et, d'autre part, à avoir une politique de croissance portée par la monnaie et le budget. Précisément la politique de croissance qui manque à la zone euro. Là aussi, on peut dire que le modèle social anglais est en transition. On est passé d'un modèle très solidaire, quasi socialiste, dans les années 1970, à un modèle très peu solidaire, dans les années 1980, et on évolue aujourd'hui vers un modèle moyennement solidaire.

Jean_XII : La croissance est plombée par la dette. La question n'est-elle donc pas plutôt de savoir comment la France peut espérer combler sa dette ?

Jean-Paul Fitoussi : Cette affirmation est fautive. Ce qui fait l'augmentation de la dette publique, c'est l'absence de croissance. Si la France avait eu dans les quinze dernières années une croissance normale, elle n'aurait pas du tout de problème de dette publique aujourd'hui. D'autre part, la dette publique française se situe dans la moyenne de celles des pays de l'OCDE. Et elle est relativement inférieure à celles des pays de la zone euro. Donc il n'y a pas en ce domaine de spécificité française. Le Japon est en train de renouer avec la croissance, alors que sa dette publique est supérieure à 120 % du revenu national. En France, la dette publique n'est que de 65 %. Elle est en hausse car elle évolue spontanément avec la croissance.

Lorsque la croissance ralentit, la dette publique augmente. Lorsque la croissance augmente, la dette publique ralentit. Par exemple, la dette publique française a baissé à la fin des années 1990. Ce que je vous dis est tautologique, puisque la dette étant le numérateur et le revenu le dénominateur, lorsque le revenu augmente vite, la dette baisse en proportion. La question est que lorsqu'on est en situation de faible croissance, les recettes publiques baissent. Comme les dépenses publiques, elles, n'ont aucune raison de s'adapter à la conjoncture, elles n'évoluent pas. Si les dépenses publiques restent constantes et les recettes publiques baissent, on a une augmentation du déficit budgétaire, et donc, de la dette publique. Pourquoi dis-je que les dépenses publiques ne doivent pas évoluer selon la conjoncture ? Pour une raison très simple : elles ont un caractère structurel. Par exemple, on ne va pas dire que les années de faible croissance, les écoles seront fermées six mois sur douze, et que les policiers seront aussi en sous-activité, ou qu'on n'entreprendra pas les routes. Tandis que pour ce qui concerne les recettes publiques, comme elles sont payées à partir du revenu des habitants, si le revenu baisse, les recettes baissent automatiquement.

De deux choses l'une : ou bien on se dit que la situation de croissance que la France connaît est normale, et dans ce cas-là, effectivement, il convient de baisser les dépenses publiques pour adapter les dépenses aux recettes ; ou bien on se dit que cette croissance faible est pathologique, et dans ce cas-là, on conduit une politique de croissance pour adapter les recettes aux dépenses. Cela n'empêche pas, comme on l'a vu pour le système social, que les dépenses publiques s'adaptent en permanence aux changements de contexte de la société. Il se peut, par exemple, que l'on ait besoin de moins de classes secondaires et de plus de maisons de retraite, ou que, compte tenu de l'informatisation des services publics, on ait besoin de moins de fonctionnaires. Mais c'est une

question différente, celle de l'adaptation des dépenses publiques pour qu'elles servent mieux les besoins de la société.

Michelf : Les délocalisations sont-elles une si mauvaise chose pour la France ? Ne peut-on envisager de se spécialiser dans d'autres métiers ?

Jean-Paul Fitoussi : C'est une question à laquelle j'ai partiellement répondu. Les délocalisations sont perçues comme étant une mauvaise chose aujourd'hui parce qu'il y a un chômage élevé. Si l'économie française était en situation de plein emploi, comme l'économie américaine, la question ne serait pas autant débattue. Il y a deux processus qui conduisent aux délocalisations : le premier est vertueux, le second est vicieux. Le processus vertueux est celui qui conduit à délocaliser les activités de faible valeur ajoutée, c'est-à-dire les activités qui ont surtout besoin de travail peu qualifié. Et d'augmenter les activités à forte valeur ajoutée, c'est-à-dire celles qui sont fondées sur du travail de plus en plus qualifié au fur et à mesure de l'élévation du degré d'éducation et de connaissances du pays. Ce processus vertueux est un processus de division internationale du travail fondé sur le fait que les pays émergents sont plutôt riches en travail peu qualifié, et les pays développés sont plutôt mieux dotés en travail qualifié.

Le second processus qui, lui, crée un cercle vicieux, est le processus de concurrence fiscale et sociale par le bas, où le moteur des délocalisations n'est pas tant les dotations objectives en facteurs de production des pays, mais le fait que des pays également développés ont décidé de se montrer plus attractifs pour attirer les capitaux. Dans ce cas-là, ce qui se produit est qu'à terme tout le monde paie. Parce que les bases fiscales émigrent là où elles ne sont pas taxées et donc, l'ensemble des gouvernements se trouvent confrontés à un problème de paupérisation, c'est-à-dire n'ont plus suffisamment de recettes fiscales pour accomplir leurs missions : éducation, santé, construction d'infrastructures, etc. Voilà pourquoi il faut distinguer entre les moteurs de la délocalisation.

Verita : Les nouvelles technologies sont l'un des moteurs de la croissance économique. La France est-elle en retard en la matière par rapport aux autres pays européens ?

Jean-Paul Fitoussi : La France n'est pas tant en retard par rapport à la moyenne des pays européens, mais l'Europe est en retard par rapport aux Etats-Unis. Maintenant, il existe en Europe des pays qui sont particulièrement avancés dans ces nouvelles technologies, tels les pays scandinaves qui sont au même niveau que les Etats-Unis. Mais en moyenne, l'Europe a accumulé un retard par rapport aux Etats-Unis. L'une des raisons de ce retard, c'est l'absence d'investissements qui, elle-même, est conséquence de l'atonie de la croissance. Les entreprises ne vont pas investir si leur marché stagne. Or, le moyen privilégié de l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication, c'est évidemment l'investissement. Une seconde raison qui explique le retard européen est l'absence d'investissements dans l'éducation et la recherche, et notamment, pour ce qui est de l'éducation, dans l'enseignement supérieur. Voilà pourquoi les projets de pôles de compétitivité pourraient permettre de combler ce retard s'ils conduisaient à accroître l'effort de recherche du pays et à faire en sorte que les entreprises en soient des acteurs majeurs. Car il s'agit de mettre ensemble des laboratoires universitaires, des entreprises et des établissements d'enseignement supérieur.

Babybarn : Quel est le principal frein français à la croissance ?

Jean-Paul Fitoussi : Il est entendu qu'il convient, encore et toujours, de réformer l'économie pour la mieux adapter à l'évolution du contexte européen et mondial. Mais le vrai frein à la croissance française est que la France est une province d'un ensemble qu'on appelle l'Union européenne, qui n'est pas gouverné. L'Europe étant la seule région du monde à se trouver dans cette situation. On en revient à la première question : il n'y a pas de responsable de la croissance et de la dynamique économique à l'échelle européenne.

Quel frein spécifique peut-on changer ? Il y a un débat majeur entre deux écoles : l'école libérale qui dirait qu'il faut supprimer le code du travail et tous les obstacles à la concurrence (j'exagère à dessein) et qu'il faut privatiser tout ce qui reste de public ; et l'école sociale-démocrate qui consiste à dire que la protection sociale n'est pas un obstacle à la croissance, la preuve étant que les pays européens qui ont le mieux réussi – et j'en parlais tout à l'heure –, id est. les pays scandinaves, sont ceux où le système de protection sociale est le plus développé. Donc selon qu'on appartienne à l'une ou l'autre de ces écoles, on conseillera des politiques différentes. Il faut dire que depuis déjà de nombreuses années, c'est la première école, à savoir le libéralisme, qui se fait le plus entendre en Europe et donc en France. Personnellement, il me semble que la clé d'un dynamisme retrouvé est un problème institutionnel. Il faudrait que l'Europe puisse utiliser sa politique monétaire et sa politique budgétaire à des fins de croissance. Ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui et que les gouvernements nationaux ne peuvent vraiment faire, puisqu'ils sont contraints, dans leur politique budgétaire, par les règles européennes, celles du pacte de stabilité, alors que la politique monétaire qui est conduite à l'échelle fédérale n'a, selon les traités, qu'un seul objectif : la stabilité des prix.

On pourrait se poser la question de ce qu'il serait advenu de l'économie américaine si le gouvernement fédéral américain n'avait pas accepté, au moment du ralentissement de l'économie américaine, d'avoir un déficit budgétaire supérieur à 5 %. Et si la FED (la Banque centrale américaine) n'avait pas baissé ses taux d'intérêt jusqu'à 1 % – l'Europe n'est jamais descendue en dessous des 2 % –, et si, en conséquence, le dollar ne s'était pas déprécié de plus de 50 % par rapport à l'euro.